

CHAPITRE 11 – La tentative de construction d'un ordre des nations démocratiques

Cours 1. Les traités de paix et leur difficile mise en œuvre (1919-1923) (p. 308-309)

Comment construire une paix durable après la Grande Guerre ?

A - Les traités de paix

1. Principes et objectifs

Le 8 janvier 1918, le président des États-Unis, Wilson, définit les 14 points sur lesquels il souhaite bâtir la paix future (voir p. 314). C'est sur cette base que la conférence de la paix se réunit à Paris entre janvier et juin 1919 : le tracé des nouvelles frontières doit tenir compte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et du principe des nationalités.

Le traité de Versailles, signé avec l'Allemagne le 28 juin 1919, sert de modèle aux traités suivants, conclus avec ses anciens alliés : traités de Saint-Germain avec l'Autriche, de Neuilly avec la Bulgarie, de Trianon avec la Hongrie, de Sèvres avec la Turquie. L'Europe comporte désormais 9 nouveaux États, dont la Pologne. Celle-ci bénéficie d'un accès à la mer – le corridor de Dantzig – qui sépare l'Allemagne en deux parties.

2. Le traité de Versailles

Le traité de Versailles est essentiellement l'œuvre de Wilson, de Clemenceau, président du Conseil français, et de Lloyd George, Premier ministre britannique.

Les termes sont durs envers l'Allemagne : elle perd un septième de son territoire et l'ensemble de ses colonies ; son armée est limitée à 100 000 hommes ; la rive gauche du Rhin est occupée pendant 15 ans. L'article 231 la juge responsable de la guerre et l'oblige à payer aux vainqueurs de lourdes réparations, dont le montant doit correspondre aux dommages causés.

L'Allemagne est depuis l'abdication de Guillaume II, le 9 novembre 1918, une république démocratique - la République de Weimar. Elle n'a cependant pas été invitée à discuter de la paix. Elle doit l'accepter mais la considère comme un Diktat, imposé par la force. Elle demeure toutefois un État unitaire et échappe au démembrement que subissent les empires austro-hongrois et ottoman.

B - Une paix fragile

1. Des traités contestés

Les traités sont l'objet de nombreuses critiques. Des considérations d'ordre économique et stratégique prennent parfois le pas sur les principes wilsoniens ; le tracé des frontières, lorsqu'il s'avère litigieux, se fait toujours au détriment des États vaincus. Dans plusieurs régions, toutefois, comme au Schleswig ou en Silésie, des plébiscites sont organisés pour recueillir l'avis des populations.

L'économiste britannique John M. Keynes considère, quant à lui, que les traités ne tiennent pas compte des solidarités économiques et commerciales nouées avant-guerre entre les pays d'Europe. Il préconise une reconstruction de l'ensemble du continent qui inclurait l'Allemagne ; il ne faut donc pas écraser celle-ci sous le poids des réparations.

L'Allemagne et la Hongrie demandent la révision des traités de Versailles et de Trianon. Très vite l'Allemagne refuse de payer les réparations, ce qui pousse la France, en 1923, à occuper la riche région industrielle et minière de la Ruhr. La tension est alors à son comble.

2. Des conflits qui se poursuivent

Les combats ne prennent pas fin pour tous en novembre 1918. La guerre se poursuit sous d'autres formes en Europe orientale (voir cours p. 310).

Dès mai 1919, les troupes grecques soutenues par la France et le Royaume-Uni débarquent en Asie mineure. Le général turc Mustafa Kemal appelle au soulèvement national, parvient à repousser les Grecs, et proclame la république, au terme d'une guerre considérée comme l'acte fondateur de la Turquie moderne. Avec le traité de Lausanne, en juillet 1923, il obtient la révision de l'humiliant traité de Sèvres.

C - Un nouvel ordre mondial : la Société des nations

1. La paix par le droit

La Société des nations (SDN) est la clé de voûte du nouvel ordre international voulu par Wilson, fondé sur le droit et le respect de règles écrites. Première organisation internationale à vocation politique, elle ambitionne de réunir les États du monde entier et de les traiter sur un pied d'égalité, sans distinction de puissance. Son siège est à Genève.

Dans un premier temps, elle ne rassemble pourtant que les États vainqueurs. L'URSS en est exclue et l'Allemagne n'y entre qu'en 1926. Quant aux États-Unis, ils refusent d'en faire partie, préférant se désengager de la scène internationale après la guerre. En mars 1920, le Sénat américain ne ratifie pas le traité de Versailles.

2. La sécurité collective

Le premier objectif de la SDN est de régler les conflits de façon pacifique en prônant la sécurité collective, l'arbitrage et le désarmement. Pour faire respecter ses décisions, elle dispose de moyens de pression (sanctions économiques et commerciales) qui s'avèrent vite insuffisants.

La SDN entend aussi s'attaquer aux causes profondes des conflits et lutter contre la misère économique et sociale. Ses organismes affiliés, comme l'Organisation internationale du travail (OIT) ou l'Office international pour les réfugiés, s'imposent comme de nouveaux acteurs internationaux et préfigurent le système onusien de l'après-1945.

Cours 2. Sorties de guerre et reconstructions (p. 310-311)

Entre deuil, mémoire et oubli, comment les sociétés européennes sortent-elles de quatre années de guerre totale ?

A - Destructures et reconstructions matérielles

1. Des destructions inégales

Les destructions matérielles sont très importantes aux abords des zones de combat : villes bombardées, villages rasés, terres retournées et chargées d'obus et de cadavres. Mais, en raison de la stabilisation précoce du front, elles restent localisées : si les régions minières et industrielles du nord et du nord-est de la France sont touchées, des pays comme le Royaume-Uni et l'Allemagne ne sont quasiment pas affectés.

Au-delà, ce sont les économies, les monnaies et les circuits commerciaux qu'il faut reconstruire. L'Allemagne et l'Autriche sont victimes d'une inflation qui atteint des proportions énormes en 1922-1923. La France sort de la guerre endettée auprès du Royaume-Uni et des États-Unis, qui deviennent le principal créancier des pays d'Europe.

2. Comment reconstruire ?

La reconstruction se fait dans l'urgence ; elle coûte cher et réclame de la main-d'œuvre. La France doit de nouveau emprunter et faire appel à des travailleurs étrangers, surtout italiens et polonais. On reconstruit en priorité les voies de communication, les mines et les usines. À la fin des années 1920, le processus est quasiment achevé.

B - Le deuil et la mémoire

1. Un lourd bilan humain

Aux 10 millions de soldats morts (voir doc. 3 p. 307) s'ajoute un nombre de victimes civiles très difficile à estimer (environ 6 millions) : victimes du génocide des Arméniens (voir chapitre 10, p. 286), des exactions commises par les troupes d'occupation (déportations, exécutions collectives...), de la famine provoquée par le blocus organisé contre les empires centraux, de l'épidémie de grippe espagnole qui touche le monde entier en 1918 et qui fait plus de 2 millions de morts dans la seule Europe.

Les conséquences démographiques de la guerre sont profondes et durables : forte diminution des naissances entre 1914 et 1918, chute de la population active (de 10 % en France), déséquilibre hommes/femmes (en 1919, on compte en France 120 femmes pour 100 hommes), dépeuplement des campagnes (villages décimés, fermes à l'abandon).

2. Célébrer et commémorer

Le deuil est d'abord personnel : toutes les familles sont touchées. Pour des raisons légales ou financières, la plupart d'entre elles ne peuvent rapatrier les corps de leurs proches morts à la guerre : le deuil n'en est que plus difficile. Sur les champs de bataille, chaque pays regroupe dans d'immenses cimetières militaires les tombes de ses soldats, alignées par milliers, comme à Notre-Dame-de-Lorette, près de Lens, où reposent 20 000 soldats français.

Le deuil prend aussi des formes collectives, à travers des célébrations organisées dans chaque commune autour du monument aux morts, où sont inscrits les noms des victimes. La plupart de ces monuments, dans les pays vainqueurs, exaltent l'héroïsme du soldat, mais d'autres sont plus pacifistes et témoignent de la douleur des familles. Au Royaume-Uni, les War Memorials ne célèbrent pas seulement les morts, mais l'ensemble des soldats qui ont combattu.

À partir de 1920, en France et au Royaume-Uni, puis dans d'autres pays, une cérémonie nationale se tient chaque 11 novembre autour de la tombe du soldat inconnu, censée incarner la nation réunie dans le souvenir de ses morts.

C - Des sociétés traumatisées

1. Les anciens combattants

Les soldats démobilisés ont souvent du mal à revenir à la vie civile. Ils ont le sentiment de n'être pas compris par ceux qui aspirent à tourner la page de la guerre. C'est surtout le cas pour les nombreux invalides, mutilés ou « gueules cassées » qui ne peuvent retrouver leur travail et doivent vivre de la maigre pension versée par l'État.

Les anciens combattants perpétuent les solidarités nouées au front en s'organisant en associations puissantes. Ils pèsent sur la vie politique et font pression sur les gouvernements pour faire valoir leurs droits. Dans les pays vainqueurs, ils tiennent un discours pacifiste rejetant la guerre et ses horreurs.

Chez d'autres, la pratique du combat a développé une accoutumance à la violence qui les conduit à reproduire en temps de paix des comportements guerriers. Ainsi, en Allemagne, où l'humiliation de la défaite est profonde, des corps francs se constituent pour entretenir l'esprit de revanche.

2. La question des réfugiés

Les bouleversements politiques de l'après-guerre et les nouvelles frontières résultant des traités provoquent dans toute l'Europe l'afflux de populations réfugiées démunies et souvent mal accueillies. Le passeport Nansen, instauré dans le cadre de la SDN, permet aux exilés russes et arméniens apatrides déçus de leur nationalité de circuler et de bénéficier de la protection des États qui le reconnaissent.

Cours 3. Révolutions et guerre civile en Russie (1917-1922)

(p. 312-313)

Comment, en Russie, les révolutions de 1917 et la guerre civile qui s'ensuit conduisent-elles à la naissance de l'Union soviétique ?

A - 1917 : l'année des révolutions

1. La fin de l'empire

Dès 1915, isolée de ses alliés, l'armée russe peine à faire face aux offensives allemandes et autrichiennes (voir chapitre 9, p. 258). Le pouvoir impérial, coupé des réalités, est de plus en plus contesté. La population souffre de la faim, les grèves se multiplient. Des troubles éclatent à Petrograd le 23 février 1917 et le régime s'effondre en quelques jours. Le 2 mars, le tsar Nicolas II doit abdiquer.

Le gouvernement qui lui succède veut mettre en place une démocratie parlementaire et poursuivre la guerre, malgré les mutineries et les désertions massives qui touchent l'armée. Face à lui, les soviets prétendent incarner le véritable pouvoir et se faire la voix du peuple. En leur sein, les socialistes les plus radicaux, les bolcheviques, gagnent en influence : leur chef, Lénine, appelle à la paix immédiate et au partage des terres.

2. La révolution d'Octobre

Le 25 octobre 1917, à la faveur d'un coup d'État, les bolcheviques chassent facilement le gouvernement provisoire, devenu impopulaire et sans autorité. Bien que très minoritaires, ils prennent le contrôle du pays et instaurent un régime dictatorial. Le Parti communiste, que dirige Lénine, accapare les pouvoirs au détriment des soviets.

La paix avec l'Allemagne est signée à Brest-Litovsk le 3 mars 1918. Les conditions sont très dures pour la Russie, qui perd la Finlande, les pays Baltes, l'Ukraine et la Pologne. Lénine les accepte pour mettre un terme à la guerre et consolider la révolution, quitte à sacrifier une grande partie du territoire de l'ancien empire russe. La Russie sort alors de la Première Guerre mondiale.

B - La guerre civile (1917-1922)

1. La Russie en feu

La guerre civile commence peu de temps après la révolution d'Octobre. Elle oppose les communistes aux autres tendances politiques, privées de tout pouvoir, ainsi qu'aux armées « blanches » tsaristes, peu coordonnées et mal organisées.

Parallèlement, plusieurs régions de l'ancien empire proclament leur indépendance, comme la Géorgie et l'Ukraine, qui reçoit en 1919 le soutien du nouvel État polonais.

La révolution russe a provoqué dans toute l'Europe une onde de choc. À Berlin, en janvier 1919, le soulèvement des spartakistes, qui s'en réclame, est violemment réprimé par le gouvernement allemand ; en Hongrie, l'éphémère république communiste de Béla Kun est balayée par les armées françaises, roumaines et yougoslaves : elle laisse la place au régime autoritaire de l'amiral Horthy.

Le Royaume-Uni et la France, qui craignent la contagion communiste, décident en 1919 d'envoyer des troupes pour aider les armées blanches à renverser les bolcheviques. L'intervention, mal comprise par des populations qui aspirent à la paix, reste toutefois limitée (environ 50 000 hommes).

2. Le communisme de guerre

L'Armée rouge est organisée dès 1918 de façon rigoureuse par Trotski, qui en prend la tête. La guerre civile justifie pour Lénine des mesures exceptionnelles : rétablissement du service militaire, réquisitions forcées, étatisation de l'économie, mise en place d'un appareil répressif muselant toute forme d'opposition. Pour ruiner tout espoir de restauration impériale, le tsar et sa famille sont exécutés.

C - La consolidation de la Russie communiste

1. La guerre russo-polonaise

Dans le même temps, la Russie tente de profiter de la situation révolutionnaire pour récupérer les territoires perdus. L'Armée rouge progresse en Pologne ; elle est en août 1920 aux portes de Varsovie, mais doit reculer face à la contre-attaque polonaise. En mars 1921, le traité de Riga met fin à la guerre et stabilise la frontière entre la Pologne et la Russie. La même année, la Russie met un terme aux indépendances de la Géorgie et de l'Ukraine et les réintègre en son sein.

2. Le bilan de huit années de guerre

De 1914 à 1922, la Russie connaît huit années de guerre ininterrompue, sous des formes diverses. Le pays en sort épuisé. L'économie est ruinée, la population décimée par les massacres perpétrés de tous côtés et par le typhus. En 1921, une terrible famine frappe l'Ukraine, la région de la Volga et le Nord-Caucase : conséquence de la sécheresse mais surtout des réquisitions et de la désorganisation de la production, elle fait plusieurs millions de morts.

Dès 1921-1922, la situation se stabilise : les oppositions sont vaincues, les frontières sont établies, le système communiste est en place. Lénine peut engager le pays dans une nouvelle politique économique (NEP), plus souple, qui redonne une place, dans les campagnes, à la propriété privée. Le 30 décembre 1922, l'ensemble des peuples composant la Russie sont incorporés dans une nouvelle structure politique : l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

Doc 1 p. 314 : Les « 14 points » du président Wilson, 8 janvier 1918

Ce que nous voulons, c'est que le monde devienne un lieu où tous puissent vivre en sécurité, [un lieu sûr] pour toute nation qui désire vivre sa propre vie en toute liberté, décider de ses propres institutions, et être assurée que les autres nations la traitent en toute justice et loyauté, au lieu de se voir exposée à la violence et aux agressions égoïstes de jadis [...].

1. Des conventions de paix, au grand jour, préparées au grand jour [...].
2. Liberté absolue de la navigation sur mer, en dehors des eaux territoriales [...].
4. Échange de garanties suffisantes que les armements de chaque pays seront réduits au minimum compatible avec la sécurité intérieure.
8. Le territoire français tout entier devra être libéré et les régions envahies devront être restaurées. [...]

9. Une rectification des frontières italiennes devra être opérée, conformément aux données clairement perceptibles du principe des nationalités.

10. Aux peuples d'Autriche-Hongrie, dont nous désirons voir sauvegarder et assurer la place parmi les nations, devra être accordée au plus tôt la possibilité d'un développement autonome. [...]

13. Un État polonais indépendant devra être créé, qui comprendra les territoires habités par des populations indiscutablement polonaises, auxquelles on devra assurer un libre accès à la mer. [...]

14. Il faut qu'une association générale des nations soit constituée [...] ayant pour objet d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégralité territoriale aux petits comme aux grands États.

T. Woodrow Wilson, Message au Congrès des États-Unis, 8 janvier 1918.

Doc 2 p. 314 : Principaux articles du traité de Versailles, 28 juin 1919

Article 80 : L'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche. [...]

Article 119 : L'Allemagne renonce, en faveur des principales puissances alliées et associées, à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer.

Article 160 : La totalité des effectifs de l'armée [allemande] ne devra pas dépasser 100 000 hommes [...] et sera exclusivement destinée au maintien de l'ordre sur le territoire et à la police des frontières.

Article 227 : Les puissances alliées et associées mettent en accusation publique Guillaume II, ex-empereur d'Allemagne, pour offense suprême contre la morale internationale et l'autorité suprême des traités. Un tribunal spécial sera constitué pour juger l'accusé. [...]

Article 231 : Les Gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.

Article 232 : Les Gouvernements alliés exigent [...] et l'Allemagne en prend l'engagement, que soient réparés tous les dommages causés à la population civile des alliés et à ses biens.

Doc 4 p. 315 : « Une Europe de droit » ?

J'en demande bien pardon à la mémoire d'Attila et de ses congénères, mais l'art de faire vivre les hommes est encore plus complexe que celui de les massacrer. La tâche véritable – absolument nouvelle – était la tentative de faire positivement une Europe de droit. En dépit de l'incompréhension de quelques-uns, ce sera la gloire du traité de Versailles de l'avoir tenté. Il dépendra des gouvernements à venir d'y travailler autrement que par des fléchissements de volonté. La réalisation d'une Europe de droit, cela c'était la plus grande victoire, celle que Napoléon ni Foch n'ont voulu remporter, et qui demandait quelque chose de plus que d'heureux coups de stratégie.

Georges Clemenceau, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Plon, 1930.

Doc 1 p. 316 : Les arguments des vainqueurs

Les Puissances alliées et associées, tout en exprimant l'espoir que la Hongrie de l'avenir sera, en Europe, un élément de stabilité et de paix, ne sauraient [...] oublier la part de responsabilité qui incombe à la Hongrie dans le déclenchement de la guerre mondiale et, en général, dans la politique impérialiste poursuivie par la Double Monarchie¹. [...] Les conditions ethnographiques dans l'Europe centrale sont telles qu'il est impossible que les frontières politiques coïncident dans toute leur étendue avec les frontières ethniques. Il s'ensuit, et les Puissances alliées et associées ne se sont pas résignées sans regret à cette nécessité, que certains noyaux de population magyare² se trouveront passer sous la souveraineté d'un autre État. Mais on ne saurait se baser sur cette situation pour prétendre que mieux aurait valu ne pas modifier l'ancien statut territorial. Un état de choses, même millénaire, n'est pas fondé à subsister lorsqu'il est reconnu contraire à la justice.

Lettre d'envoi du traité de paix entre les Puissances alliées et associées et la

Hongrie, 6 mai 1919.

1. L'Empire austro-hongrois.
2. De langue et de culture hongroises.

Doc 4 p. 317 : Un passé instrumentalisé

Trianon, Viktor Orban¹ en parle souvent dans ses discours. Comme le 15 mars [2019], à Budapest. Ce jour-là, à l'occasion du 170^e anniversaire de la guerre d'indépendance hongroise de 1848-1849, le Premier ministre souverainiste se lance même dans un parallèle entre le traité [...] et la « crise » des migrants. « La situation, énonce-t-il devant la foule, est que l'on veut nous prendre notre pays. Pas d'un trait de plume, comme il y a cent ans à Trianon. Ce que l'on veut maintenant, c'est que nous le remettions à d'autres, à des étrangers qui ne respectent ni notre culture, ni nos lois, ni notre mode de vie. » En agitant pareille théorie du complot, Viktor Orban confirmerait, selon l'historienne Catherine Horel, une spécificité hongroise. « Si l'angoisse de la disparition est un trait commun à tous les pays d'Europe centrale et orientale, qui se posent en victimes des appétits des puissants, il n'y a qu'à Budapest que les traités de paix reviennent sans cesse dans le langage courant. [...] Le nom de Georges Clemenceau est connu des Hongrois. Il est perçu comme l'ennemi juré de leur nation et le principal responsable de la sévérité du traité. La période communiste a mis une chape de plomb sur ce ressentiment. Mais ce dernier est revenu comme un boomerang après 1989². » La lecture historique qui est faite aujourd'hui, par des historiens et des journalistes proches du régime, mais aussi par le Musée national, relève d'une mystification. Toute distance scientifique est bannie. Et le but manifeste semble de maintenir bien ouverte la blessure.

Blaise Gauquelin, Le Monde, 1^{er} novembre 2018.

1. Premier ministre de la Hongrie de 1998 à 2002 et depuis 2010.
2. En 1989-1990, la Hongrie cesse d'être un pays communiste.

Doc 1 p. 318 : Une guerre de libération

Face à l'occupation de l'Empire ottoman par les Alliés, Mustafa Kemal appelle les Arabes de Syrie à la révolte contre les Français et à la reconquête des territoires perdus.

Nous de notre côté, vous du vôtre, il faut que nous créions des attaques et des révoltes contre les Français, ennemis de notre patrie. [...] Il est étonnant que, jusqu'à ce jour, nous n'ayons pas encore repoussé et dispersé le peu de forces ennemies qui ont les yeux fixés sur notre patrie. C'est une faute d'attendre grâce de ces individus, Lloyd George et Clemenceau, et surtout des puissances alliées. Une nation qui doit vivre dans le monde doit faire des efforts. [...] Soyez certains que, si nous nous joignons aux forces fournies par vous, dans deux mois, il ne restera pas le nom de Français dans le pays. [...]

Le colonel d'état-major, Adil Bey, que je vous envoie, doit établir avec vous le programme de formation et d'instruction du mouvement national. Il lui a été donné verbalement les instructions nécessaires. Tous les Ottomans et le monde musulman attendent cela de vous. J'ai confiance que vous expulserez prochainement ces fourbes ennemis des lieux et des bâtiments musulmans de la Syrie. C'est là mon idée et mon but. Après avoir pris prochainement Smyrne, il est certain que je marcherai sur la Syrie. [...]

Tract signé Mustafa Kemal Pacha, adressé aux Syriens de Cilicie,

20 décembre 1919.

Doc 4 p. 319 : La reconstitution de la Turquie après le traité de Lausanne

Ce qu'on nous demandait : que la Thrace fût grecque, qu'Istanbul fût internationale et l'Anatolie orientale arménienne, qu'Adana devînt une colonie française et Antalya une colonie italienne ; [...] nos finances, notre justice, nos services publics, nos forces terrestres et maritimes, nos frontières, nos détroits, notre instruction publique auraient été mis sous tutelle ; les Turcs seraient devenus les tributaires des chrétiens et les chrétiens les seigneurs, en un mot, la Turquie devait se désagrèger, cesser de former un État. Tel était le programme, telle était la signification du traité de Sèvres.

Ce que nous avons obtenu : la révolution anatolienne a barré la route aux Grecs dans la région de Smyrne, à l'armée d'occupation française en Cilicie, aux Arméniens sur la frontière orientale. Les forces italiennes se sont retirées d'Antalya. [...] Nous aurons notre armée, notre marine, nous sommes nos maîtres, l'unité nationale est réalisée, les Turcs constituent en Turquie l'élément prépondérant. Tel était notre désir. Telle est la signification du traité de Lausanne.

« Ce qu'on nous demandait et ce que nous avons obtenu »,

L'Aksam (quotidien turc), 1923.

Doc 3 p. 321 : Les réfugiés russes en banlieue parisienne

Ils s'étaient assis par terre, les enfants à moitié nus pleuraient, les femmes non débarbouillées, décoiffées, jambes nues et couvertes de guenilles jetaient des regards apeurés autour d'elles. Les hommes, barbus, sombres, étaient assis près de leurs misérables bagages qui avaient transité par toute l'Europe et d'où émergeaient des théières, des icônes et des souliers.

Les habitants de Billancourt les avaient d'abord pris pour des romanichels, puis après de longs débats sur les peuples d'Orient, il fut décidé qu'il s'agissait de Polonais, mais il s'avéra que les affamés ne pratiquaient pas la religion catholique. [...] Des journalistes parisiens munis de carnets, de crayons et d'appareils photographiques vinrent à Billancourt et déclarèrent (eux, ils savaient) qu'il s'agissait d'Arméniens qui avaient fui Trébizonde, traversé la Mésopotamie et étaient arrivés à Billancourt pour aider moussiou Renault.

Les bistrots du coin offrirent des bols de bouillon KUB et des tranches de pain à ces pauvres gens. Les enfants s'accrochaient des deux mains aux jupes de leurs mères et les mères, à leur tour, agrippaient les bols de bouillon. [...]

L'étonnement fut général. Comment, ce sont des Russes ? De vrais Russes ? Qui aurait pu penser ?

Nina Berberova, *La Petite Étrangère*, 1930

(in *Chroniques de Billancourt*, Actes Sud, 1992).